



Travailleurs humanitaires
sur le terrain au Moyen-Orient:

victimes de l'humanité

Journée humanitaire mondiale

#NotATarget

19 août 2018

#لست_هدفا

L'Observatoire Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme
Août 2018

Alors que le 19 août, le monde célèbre la Journée humanitaire mondiale (JMH), des médecins, des infirmières, des médecins et des membres de la défense civile dans les territoires palestiniens, en Syrie, en Irak, au Yémen et en Libye sont exposés à la discrimination, au ciblage aveugle systématique et parfois direct par des États ou des milices, et ceux qui restent en vie perdent leur liberté en raison de leur arrestation ou souvent de leur disparition forcée.

Les gouvernements du Moyen-Orient et les milices continuent de considérer les travailleurs humanitaires comme des ennemis, en ciblant les médecins, les infirmiers, les ambulanciers et le personnel de la défense civile, en particulier dans les zones de guerre et de conflit, y compris en Syrie, au Yémen, dans les territoires palestiniens et en Libye.

Les cas de violations graves commises contre des travailleurs humanitaires se sont multipliés ces dernières années, notamment par des ciblage directes, qui ont entraîné plusieurs morts.

À cette occasion, dans le cadre de son travail de surveillance et de documentation des violations des droits de l'homme dans ces pays, Euro-Med souligne certaines des violations commises par certains acteurs contre les travailleurs humanitaires dans quatre régions; les territoires palestiniens, la Syrie, le Yémen et la Libye.

Syrie

Pendant plus de sept ans, la Syrie a connu un conflit sans précédent où différentes armes ont été utilisées, notamment des barils explosifs lancés par des avions de guerre, causant d'énormes dégâts humains et matériels dans les zones ciblées.

Les opérations militaires et les affrontements entre plusieurs pouvoirs locaux et des mandataires ont fait rage avec les civils qui paient le plus lourd tribut aux atrocités commises dans ce conflit.

Au cours de ces années, des centaines de violations graves et critiques des lois internationales ont été enregistrées, notamment le ciblage délibéré de dizaines d'hôpitaux, de centres médicaux, de centres de défense civile et d'équipes opérant en Syrie.

L'absence de la responsabilité légale à l'égard de ces crimes a mené à l'impunité de la part des parties au conflit; ainsi, le ciblage des installations médicales et des centres de défense civile s'est poursuivi sans relâche, conduisant à une détérioration de la situation humanitaire dans les zones de conflit.

«La Syrie est le pire endroit dans l'histoire moderne en termes d'attaques contre les établissements médicaux et les centres de défense civile, représentant 70% de toutes ces attaques à travers le monde», a déclaré Panos Moumtzis, le Coordonnateur humanitaire des Nations Unies pour la Syrie.

Des sources ont confirmé à Euro-Med le meurtre de 86 membres du personnel médical, membres de la défense civile et travailleurs du domaine de la santé appartenant à l'organisation du Croissant-Rouge en Syrie au cours du premier semestre 2018.

L'armée syrienne a exécuté la plupart de ces violations, ciblant 31 membres du personnel médical et 19 membres de la défense civile, tandis que les forces russes, les forces de la coalition internationale, les groupes militants islamiques et les milices kurdes ont commis d'autres violations.

Parmi les attaques, 165 ont causé des dommages aux centres médicaux, aux ambulances, aux centres de défense civile et au Croissant-Rouge syrien, dont 91 attaques par des membres de l'armée syrienne, 51 autres par les forces russes, 2 par les forces de la coalition internationale et 19 par d'autres forces.

Territoires palestiniens occupés

/ La bande de Gaza

En travaillant sur le terrain, l'équipe d'Euro-Med a observé et documenté de nombreuses graves violations des droits humains commises par les forces israéliennes contre des membres de l'action humanitaire dans les territoires palestiniens.

Ces violations comprennent le ciblage du personnel médical palestinien dans l'exercice de leurs fonctions dans la bande de Gaza dans le cadre de l'aide humanitaire aux civils palestiniens qui manifestent depuis le 30 mars à la barrière Gaza-Israël, pour réaffirmer leur droit au retour en vertu de la résolution 194 des Nations Unies.

Au cours des manifestations, les forces israéliennes placées le long de la barrière ont ciblé délibérément le personnel médical avec de balles des tireurs d'élite, tuant 3 personnes et blessant 370 autres. Des tirs ont également endommagé 70 véhicules d'ambulance, qui étaient clairement marqués.

Le ciblage du personnel médical par Israël est le résultat d'un usage important et disproportionné de la force, ce qui a été condamné par plusieurs organismes internationaux, y compris une déclaration publiée par un certain nombre de rapporteurs spéciaux des Nations Unies, le Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme, ainsi que l'Union Européenne. L'usage excessif de la force par les forces d'occupation israéliennes dans le traitement des manifestations, notamment en ce qui concerne le ciblage des ambulanciers paramédicaux, dont l'infirmière « Razan Najjar », qui a été tué le 1er Juin, 2018 par une balle

explosive tirée par un tireur d'élite israélien, tandis qu'elle était d'environ 100 mètres de la bande frontalière à l'est de Khuza'a, à Khan Yunis, après avoir essayé de fournir des services de premiers secours aux manifestants en portant l'uniforme de l'organisation palestinienne de secours médical dans laquelle elle travaillait.

Yémen

Les conflits en cours entre les milices Houthis et les forces de la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite ont entraîné une détérioration de la situation humanitaire au Yémen, ce que les Nations Unies ont décrit de la pire crise humanitaire au monde.

Parallèlement à la crise humanitaire au Yémen, de nombreuses violations graves contre des travailleurs humanitaires ont été documentées, tant par la milice Houthis que par les forces de la coalition.

Le 29 juin, les milices Houthis ont pris d'assaut les entrepôts du Programme alimentaire mondial PAM dans la province d'Hodeidah, où deux membres du personnel ont été enlevés et emmenés vers une destination inconnue.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a également annoncé la mort d'un de ses employés, Hanna Lahoud, à la suite de l'attaque d'un des véhicules du CICR à Taiz, au Yémen, en avril dernier.

La Croix-Rouge a retiré 71 de ses employés au Yémen. Le directeur des opérations du CICR, Dominique Stillhart, a déclaré: «Ces dernières semaines, nos activités ont cessées, notre personnel était menacé et directement ciblé. « Le retrait du personnel de la Croix-Rouge vient après une attaque imminente des forces de la coalition, soutenu principalement par les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite, sur la ville d'Hodeidah au Yémen, qui est la porte d'entrée de près de 80% de l'aide étrangère au Yémen. «De nos jours, nous assistons à des tendances dangereuses qui nous ont empêché d'accomplir nos activités actuelles.» a déclaré le comité, dans un communiqué, commentant le retrait de ses employés.

En août, l'hôpital «Al-Thawra» de la ville de Hodeidah a été ciblé, causant la mort de 14 personnes et plus de 30 blessés, dont la plupart sont des civils, des paramédicaux et des infirmiers, alors que le gouvernement officiel yéménite a accusé la milice Houthi / Saleh de l'attaque.

Les attaques de l'alliance militaire dirigées par l'Arabie saoudite ont également touché un centre de santé pour le traitement du choléra appartenant à «Médecins sans frontières», dans la région de Hajjah au nord-ouest de Sanaa, ce qui incite l'organisation à geler ses travaux dans la ville. L'organisation avait placé des panneaux sur le toit du centre pour l'identifier comme centre médical. Sur sa page Twitter MSF a déclaré que «L'attaque de l'alliance saoudienne et émiratie montre un manque total de respect pour les installations médicales et les patients.»

L'Observatoire Euro-Méditerranéen appelle à ne pas cibler les installations médicales quelles qu'en soient les raisons, à fournir un soutien adéquat aux programmes humanitaires au

Yémen, à travailler pour permettre l'accès des aides humanitaires aux personnes touchées. En raison de la propagation des maladies infectieuses, telle que l'épidémie de choléra, qui s'est largement répandue dans plusieurs villes en raison du manque de services humanitaires et médicaux fournis au peuple yéménite.

La Libye

L'instabilité de la sécurité en Libye se répercute négativement sur l'action humanitaire, où Ahmed Abdel Hakim Hamza, le rapporteur de la Commission nationale des droits de l'homme en Libye, a déclaré que les meurtres, les agressions et les enlèvements sont fréquents et répandus dans tout le pays et affectent aussi le personnel humanitaire.

Selon les statistiques de la Commission, 34 cas d'agression illégale et d'arrestation arbitraire ont été documentés, et ont affecté un certain nombre d'employés d'associations de secours au cours des sept dernières années. En plus des menaces persistantes contre les journalistes et les militants des droits de l'homme, dans les régions de Tripoli, Benghazi et Sabha.

Dans le même contexte, Mohammed al-Monasif al-Sha'ali et Walid Ramadan Salhoub, travaillant à la charité angulaire Cheikh Tahir libyen, un partenaire d'exécution pour un certain nombre d'agences humanitaires internationales, ont été enlevés, dans la région Alchuirv de la Libye dans le sud.

Selon des statistiques informelles du Bureau de la Commission

de la société civile en Libye, plus de 15 employés appartenant à des organismes de secours nationaux ont été tués, et 9 femmes ont été arrêtées et torturées pour avoir aidé des victimes de conflits.

Le Croissant-Rouge libyen, a noté que trois de ses employés avaient été tués entre début 2017 et juillet 2018, et cinq de ses employés ont été blessés et une personne a été enlevée par des groupes armés.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a indiqué que l'un de ses employés avait été tué l'année dernière dans la ville libyenne de Syrte après avoir reçu une balle, tandis qu'un autre avait été enlevé. La mission humanitaire des Nations Unies en Libye a signalé la mort d'un de ses travailleurs humanitaires en 2017 et le meurtre de deux autres en 2018 et l'enlèvement d'un autre pendant deux mois.

Résultats et recommandations

- «Les ambulanciers, les infirmiers, les médecins et les membres de la défense civile sont protégés par le droit international», a déclaré l'Observatoire Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme, ajoutant que ce sont que les forces armées syriennes et leurs partisans ou les groupes armés, les milices Al Houthi, les forces de la coalition alliée dirigées par les Saoudiens au Yémen, les groupes armés en Libye et l'occupation israélienne, exercent contre le personnel médical constituent des violations flagrantes des règles du droit international humanitaire et notamment de la quatrième Convention de Genève de 1949, et peut constituer des crimes de guerre.

- Toutes les parties au conflit en Palestine, en Syrie, au Yémen, en Libye et dans les États du Moyen-Orient devraient adhérer au droit international et protéger les travailleurs humanitaires lors des opérations militaires.

Euro-Med appelle les gouvernements, les groupes armés et les partis politiques à respecter l'action humanitaire, à protéger leurs travailleurs, y compris les ambulanciers, les médecins et les membres de la défense civile, et à les mettre à l'écart des divisions politiques et des conflits. Il a également insisté sur le droit de toute personne à recevoir une aide humanitaire sans discrimination.

- Euro-Med appelle le Conseil des Droits de l'Homme et ses rapporteurs spéciaux à surveiller les violations commises contre les travailleurs humanitaires, et former une commission d'enquête, si nécessaire, à poursuivre les auteurs et les

tenir responsables par une commission du Conseil de sécurité ou de la Cour pénale internationale.

-Euro-Med apprécie davantage les sacrifices des travailleurs humanitaires, mettant leur vie en danger afin d'aider les enfants, les femmes et les blessés, et de fournir les services médicaux et l'assistance de base pour sauver leurs vies dans les zones de conflits et de guerres.



